

BIBLIOGRAPHIE

LES LIVRES

Histoire religieuse

HENRY (Michel), *Itinéraires templiers en Lorraine*, Metz, Editions Serpenoise, 1998, 290 p.

Ayant fait il y a une trentaine d'années un mémoire de maîtrise à l'Université de Nancy II sous la direction de Robert Fossier sur les Templiers en Lorraine, M. Henry a eu envie de revenir à sa recherche en l'élargissant. Il intègre donc les établissements lorrains du Temple dans l'ensemble de la Lorraine en proposant sept itinéraires qui permettent d'insérer une commanderie ou un reste architectural dans une promenade et de voir au passage telle église, telle ferme, tel château. Ces itinéraires sont enchâssés entre une introduction générale sur les débuts du Temple et un chapitre final sur leur disparition. Ici et là des illustrations diverses apportent une petite note supplémentaire. La note érudite est apportée par le « catalogue des chartes des templiers de Lorraine », et les commentaires des noms de lieux cités dans les chartes. La formule de guide devrait séduire des amateurs à la recherche de promenades commentées. Pour le reste, quelques regrets peuvent être formulés. Le catalogue des actes n'est pas complet et n'intègre pas par exemple toutes les ressources des Archives départementales de la Moselle. Il y a de menues incertitudes sur les croisés (par ex. pour le duc Thierry, p. 13, l'évêque de Metz, Etienne et non Albert, p. 14). Pourquoi avoir délaissé Braux et Couvertpuis ? Il est douteux que Cercueil/Cerville ait jamais eu une commanderie.

(Michel Parisse)

DICOP (Nicolas), *Jacques Brocquardt, (1588-1660). Un Jésuite thionvillois aux origines du pèlerinage des Lorrains à Luxembourg*, 1998, 12 p. (Chez l'auteur, presbytère de 57920 Veckring).

Originaire de Thionville, Jacques Brocquardt, professeur de rhétorique et préfet des études au collège des Jésuites de Luxembourg, fit construire en 1625-1627 dans la ville basse de Luxembourg une chapelle sous le titre de Notre-Dame de Consolation. Agrandie par la suite et consacrée en 1642, cette chapelle sera à l'origine du célèbre pèlerinage de Notre-Dame de Luxembourg. Après avoir cessé d'enseigner, Jacques Brocquardt eut une activité de missionnaire itinérant. Il est également l'auteur de nombreuses publications dont une douzaine ont été conservées. La plus connue est le livre sur les miracles, guérisons et prodiges attribués à Notre-Dame de la Consolation à Luxembourg. (Charles Hiegel)

Patrimoine

VION (Vincent) et SCHMITT (André), *Hombourg-Haut. Le château de Jacques de Lorraine*, 1998, 173 p. (Coll. Monographies hombourgeoises) (chez M. Vincent Vion, 9 place Saint-Clément 57470 Hombourg-Haut).

Cet ouvrage est le deuxième volume de la collection « Monographies hombourgeoises ». En effet, les auteurs avaient déjà publié dans la même collection en 1990 une étude sur « Hombourg-Haut. La ville et ses habitants de 1585 à 1662 », bien accueillie par la critique (*Les Cahiers lorrains*, 1991, p. 86).

Situé sur une butte allongée dominant la vallée de la Rosselle et la route de Metz à Sarrebruck, le château de Hombourg avait été édifié vers 1250 par Jacques de Lorraine, évêque de Metz de 1239 à 1260. Les dates exactes de la construction ne sont pas connues, car les textes sont fort rares pour les origines du château, dont la première mention écrite est de 1254. On a du mal à imaginer d'après les vestiges qui subsistent de nos jours, principalement des sous-bassements de tours, des restes des fossés et des bastions du XVII^e siècle, l'aspect impressionnant que le château devait présenter au Moyen Âge. Avec sa basse-cour, il développait un périmètre de plus d'un kilomètre et s'étendait sur près de 4 ha. Sur sa plus grande longueur il mesurait environ 125 m sur 60 m de large à l'est et 45 m à l'ouest. À l'est de la butte se trouvait un deuxième château, le *Ritterburg*, laissé à l'abandon au XVI^e siècle, mais dont cinq tours étaient encore visibles en 1736. Le château de Hombourg ne fut pourtant le cadre d'aucun événement militaire notable ou d'un long siège. Il ne fut pris qu'à deux reprises, en 1263 et en 1388.

Après l'acquisition en 1581 de la seigneurie de Hombourg-Saint-Avold par le duc de Lorraine Charles III, il fit l'objet d'importants travaux de restaurations et de transformations en trois campagnes : de 1583 à 1591 (aménagement de terrasses), en 1619-1620 et de 1624 à 1631 (construction des bastions). Il ne joua pourtant aucun rôle militaire au cours de la Guerre de Trente Ans. En 1634, il figurait sur la liste des seize châteaux lorrains, dont la démolition avait été ordonnée par Louis XIII, mais seules les parties défensives de la place furent concernées par les travaux de démantèlement, les logis et autres bâtiments restèrent en l'état. Encore habité dans les premières années du XVIII^e siècle, il fut bientôt délaissé et le corps de logis tomba en ruines. En 1735 une lettre des maire et gens de justice de Hombourg signale que « le vieux château en haut dudit Hombourg est entièrement ruiné n'y ayant plus qu'un bout du bâtiment sur lequel il y a encore quelques morceaux de toiture ».

Il a fallu à MM. Vion et Schmitt une dizaine d'années de recherches aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, aux archives communales de Saint-Avold, au Landesarchiv de Sarrebruck et à la Bibliothèque nationale de Paris, pour pouvoir écrire l'histoire du château de Hombourg. Si les sources sont assez lacunaires pour le Moyen Âge, en particulier sur l'aspect architectural, elles sont par contre très abondantes à partir de la fin du XVI^e siècle. L'essentiel de la documentation se trouve alors dans les comptes et pièces justificatives du receveur de Hombourg-Saint-Avold dans le fonds de la Chambre des Comptes de Lorraine (série B des Archives de Meurthe-et-Moselle) que les auteurs ont dépouillés avec une extrême minutie. Ils ont également eu la bonne fortune de pouvoir disposer d'un plan en perspective et en couleurs du château, établi en 1736 par Nicolas Ismeurt, arpenteur à Morhange à l'occasion d'un procès intenté par les habitants de Hombourg, sans lequel une reconstitution n'aurait pu être aussi fidèle.

Toute cette documentation, patiemment accumulée, a permis à MM. Vion et Vincent de donner une description, d'une remarquable précision, des différentes parties du château, de ses transformations à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, de son armement. Mais un château, ce ne sont pas que des fossés, des remparts, des tours, des bâtiments d'habitation, des écuries. C'est aussi un lieu habité, où séjournent des soldats, où les habitants de la seigneurie sont tenus de faire le guet ou des corvées, où s'exercent des fonctions administratives et judiciaires, comme le montre fort bien les chapitres que les auteurs ont consacrés à ces aspects. Après avoir évoqué « l'agonie et la fin du château » au

XVIII^e siècle, ils ont fait part des résultats sommaires de fouilles et de sondages entrepris le long de la courtine ouest et près de l'emplacement du grand corps de logis, mais qu'ils ont du interrompre, faute d'avoir obtenu une autorisation du Service régional de l'archéologie. Il faut souhaiter qu'un jour des fouilles d'envergure puissent être reprises sur le site, en dépit du pessimisme des auteurs. En tout cas on ne peut que souhaiter des monographies semblables pour d'autres châteaux mosellans. (Ch. H.)

Récits

LHOTE (Jean), *Odyssée lorraine*, Sarreguemines, éd. Pierron, 1998, 120 p., préface de Marie-Josèphe Lhote-Crée.

Ces onze récits ont pour héros des Lorrains d'époques et d'âges différents. Dans une première section « Souvenirs de guerre », un grand-père de l'auteur s'évade d'un camp de prisonniers français en 1871 ; « Le Chibir » narre l'exploit grotesque d'un « planqué », durant la drôle de guerre et « L'heure du choix », le bon choix d'un officier lorrain qui, lors de l'armistice de 1940, veut continuer la lutte outre-mer. Patriotisme de bon aloi et humour caustique s'entremêlent.

La deuxième section « Enfance lorraine » rassemble une évocation familiale autobiographique, « L'étrange randonnée » de deux jeunes cyclistes partis à l'aventure dans la campagne et réconfortés dans un village en fête. Une fable didactique « Les moineaux et le jardinier » clôt cette section dont le ton est celui de la tendresse devant l'innocence enfantine.

« La Joséphine et l'Alphonse » tirent le lecteur vers le burlesque des payanneries lorraines : un ménage lorrain peu futé « sort de l'hexagone » pour un voyage en chemin de fer qui le conduit en Autriche ; une seconde équipée les conduit de Metz à Nancy, au temps des trains à vapeur.

Enfin, la quatrième section intitulée « Martinien et compagnie » nous propose dans « Le mâât de cocagne » la compétition entre deux adolescents pour enlever le gros lot et le cœur de leur compagne de classe : le plus adroit dédaigne le jambon pour le petit drapeau planté en haut du mâât et enlève la palme avec panache. La compétition se poursuit en classe dans « La bouteille à la mer » à l'occasion de la traditionnelle rédaction de rentrée : le récit des vacances. Le livre s'achève sur un récit de classe de découverte dans la campagne où un hérisson prend, aux yeux des enfants, des allures de monstre fantastique.

Ces récits savoureux et variés, agrémentés de portraits bien troussés, de descriptions de paysages lorrains, témoignent d'une attention vécue à la psychologie des adolescents et d'une qualité certaine d'imagination. Écrits d'une plume alerte et enjouée, ces contes nous ont paru d'autant plus fins qu'ils s'éloignaient davantage de l'Histoire : celle-ci n'est plus ici qu'une science auxiliaire de la littérature à qui elle donne une touche supplémentaire de vérité.
(Jacques Hennequin)

Histoire de l'enseignement

GRELON (André) et BIRCK (Françoise) (sous la direction de), *Des ingénieurs pour la Lorraine (XIX^e-XX^e siècles)*, Metz, Editions Serpenoise, 1998, 434 p.

Les 14 et 15 décembre 1995 se tenait dans les locaux des Archives départementales de la Moselle un colloque intitulé « Enseignements industriels et formations technicoscientifiques supérieures en Lorraine XIX^e-XX^e siècles ».

Aujourd'hui, les organisateurs de ce colloque, André Grelon, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, et Françoise Birck, chargée de la mission « Histoire industrielle » aux Archives départementales de la Moselle, au nom de l'ARESLI, en publient les actes.

Le thème, centré sur la formation des ingénieurs permet de rassembler des participants appartenant à des milieux très différents. Cette diversité se retrouve dans le livre. Aux universitaires, historiens et sociologues se mêlent des chercheurs de l'Institut de la Recherche Pédagogique (I.N.R.P.) et du Centre National de la Recherche scientifique (C.N.R.S.). Se joignent à eux des ingénieurs, et notamment des directeurs d'écoles d'ingénieurs. Une perspective commune les conduit à éclairer des aspects encore peu explorés de l'enseignement technique supérieur et scientifique entre 1805 et 1970.

Cet ouvrage, composé d'une vingtaine d'articles, prouve que tous les cadres de l'industrie ne sont pas passés par Paris pour recevoir leur formation. La province rivalisa dès le XIX^e siècle avec la capitale en se dotant de grandes écoles et de centres de formation actifs. Par ces créations, des villes comme Grenoble, Lille, Mulhouse, Nantes, Toulouse eurent l'occasion de se distinguer dans le développement de différents types de personnels aptes à mener les entreprises.

Le colloque ayant eu lieu à Metz, l'attention se porta plus particulièrement sur l'espace lorrain où se développa un enseignement industriel de haut niveau. Ce dynamisme, la Lorraine le trouve pour une part dans la volonté gouvernementale de favoriser la continuation des études par les élèves les plus méritants de l'enseignement primaire. Les écoles professionnelles, les écoles primaires supérieures ouvrirent leurs portes aux très bons élèves qui, pour des raisons matérielles et familiales, n'étaient pas prédisposés à prolonger leur scolarité. Les départements lorrains, tout comme les autres départements français, participèrent par ce biais à la création d'une pépinière de chefs d'ateliers ou d'entreprises. La ville de Metz offrait en outre par sa tradition militaire un terreau favorable à l'éclosion des cadres : l'Armée avait depuis longtemps implanté dans la cité messine des écoles pour préparer les cadres spécialisés de l'artillerie et du génie. Après 1871, la volonté délibérée de développer l'industrie entraîna une rapide promotion de l'enseignement industriel.

Les bases de ce type d'enseignement étaient très ténues en Lorraine au début du XIX^e siècle. Elles se résumaient à la présence attestée à Metz en 1815 d'un seul établissement, l'école privée de Bernard Roumy (p. 75).

Les créations successives oscillèrent entre deux tendances, celle de vouloir introduire un enseignement technique professionnel et celle de chercher à dispenser des cours de haut niveau dans la veine universitaire. La naissance à Thionville, après 1871, d'une école des mines s'inscrit dans cette volonté de promouvoir l'enseignement technique.

Nancy choisit la voie de l'enseignement supérieur. La création en 1824 de l'Ecole royale forestière (p. 45), seule en France dans le secteur des industries forestières, lui assura un rayonnement sur le pays entier dans le domaine de la forêt et du bois. Le haut intérêt manifesté à l'égard des disciplines scientifiques

depuis 1854, année où la ville s'était dotée d'une faculté des sciences, ne cessa de progresser après 1870. De cette faculté se détachèrent à la fin du XIX^e siècle des instituts qui se muèrent en écoles d'ingénieurs : l'Institut chimique de Nancy, inauguré officiellement en 1892 (p. 153) (devenu E.N.S.I.C.), puis l'Institut électrotechnique (devenu E.N.S.E.M.) qui commença à accueillir des étudiants en 1900. La liste de ces établissements s'allonge brutalement à la fin du XIX^e siècle. L'Etat finit par céder aux sollicitations des brasseurs, qui depuis des années réclamaient sa collaboration pour la création d'un institut de formation. L'Ecole de brasserie de Nancy, née en 1893, vint pallier le vide qu'ils déploraient, (p. 203). Il reste à mentionner l'Institut de géologie de Nancy, lui aussi seul en son genre en France, les écoles de laiterie et d'agronomie et enfin l'Institut commercial de Nancy (cités p. 169).

L'impossibilité de maintenir les ingénieurs allemands en Sarre après 1918 (p. 173), le manque d'effectifs venus de l'Ecole des mines de Saint-Etienne, poussèrent les maîtres de forges lorrains à réclamer la création d'un institut métallurgique et minier accepté par le ministre de l'Instruction publique en 1919 et devenu en 1920 Ecole supérieure de la métallurgie et des mines, puis en 1944 Ecole nationale supérieure de la métallurgie et des mines, ce qui la rapproche des Ecoles des mines de Paris et Saint-Etienne (p. 219).

Le dynamisme lorrain se manifeste par la prolifération des Ecoles et instituts et par le déploiement de capacités d'adaptation. Bertrand Schwartz, ancien directeur de l'Ecole des mines de Nancy apporte à cet égard son témoignage sur l'orientation qu'il avait choisi de donner à l'école qu'il dirigeait. (p. 217-237). L'enseignement de haut niveau prodigué à Nancy a été secoué par plusieurs grands débats qui ont entraîné des évolutions : le rôle de l'Etat, l'ouverture des facultés aux sciences appliquées. L'Ecole nationale supérieure des industries chimiques a opté pour une orientation vers le génie chimique.

De nouveaux établissements ont vu le jour, tels l'Institut supérieur des spécialités industrielles de Nancy en 1960 (l'I.S.I.N, devenu l'E.S.S.T.I.N) et l'Ecole nationale des ingénieurs de Metz en 1962 (l'E.N.I.M.). La liste des écoles d'ingénieurs de Lorraine, qui figure en fin de volume, couvre aujourd'hui deux pages (p. 419). Pour gagner en efficacité, huit d'entre elles se sont regroupées à Nancy au sein de l'Institut national polytechnique de Lorraine (I.N.P.L.) tandis que Metz se dotait en 1985 d'une Ecole supérieure d'électricité (E.S.E.).

L'histoire de cet enseignement ouvert sur l'industrie depuis plus d'un siècle passe par l'évocation de toute une série de personnages, savants et chefs d'entreprises qui ont assis leur notoriété sur leurs talents : Albin Haller, Ernest Bichat, Antoni Moreau, Camille Cavallier (p. 177), André Grandpierre, Pierre Donzelot, Solvay et Guerrier de Dumast... pour ne citer que quelques noms.

A l'instar de leurs ingénieurs, les écoles d'ingénieurs ont, depuis un siècle, fait preuve de beaucoup de vitalité et d'une grande capacité à se transformer. Mais n'est-ce pas ce que suggère lapidairement le titre ? (Laurette Michaux)

Première guerre mondiale

1914-1918. Des Alsaciens-Lorrains otages en France. Souvenirs d'un Lorrain interné en France et en Suisse pendant la guerre par François Laurent présentés par Camille Maire, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1998, 216 p.

L'historiographie et de la muséographie de la Première Guerre mondiale sont en rapide renouvellement. Longtemps l'accent avait été mis sur les mouvements des armées, les combats, les soldats et leurs chefs, laissant de côté ou passant sous silence des pans entiers de l'existence humaine ou des expériences de guerre. Depuis une vingtaine d'années les historiens ont ouvert de nouveaux chantiers : l'arrière, les civils, la propagande, la culture de guerre, les anciens combattants, la mémoire de la guerre, les conséquences de la guerre à moyen et à long terme sur les sociétés européennes. Parmi les livres et publications de documents significatifs de ces nouvelles approches, retenons *Les Oubliés de la Grande Guerre*, Paris, 1997, 406 p. où Annette Becker attire l'attention sur les populations occupées, les déportés civils et les prisonniers de guerre et l'édition, par Stéphane Audouin-Rouzeau, du *Journal de guerre 1914-1918 de l'enfant Yves Congar* (le futur cardinal), Paris, 1997, 300 p. C'est dans cette orientation que se range le nouveau livre de Camille Maire consacré à une catégorie particulière des « oubliés de la guerre », les Alsaciens-Lorrains otages en France. Camille Maire a retrouvé le journal rédigé en français par François Laurent. Ce Lorrain, né à Thionville en 1870, âgé de 44 ans, était greffier en chef du tribunal cantonal de Lorquin quand, avec plusieurs compatriotes, il fut arrêté le 20 août 1914 comme otage par la gendarmerie française. Après avoir été conduit à pied sur Epinal entre deux gendarmes, il fut expédié dans le centre de la France. Vingt ans après, alors qu'il vivait en retraite à Metz, s'aidant de notes prises au cours de sa captivité, il a rédigé un récit complet de ce qu'il avait vécu pendant plus de trois ans dans les camps français, de son internement en Suisse, puis de son retour en Alsace-Lorraine encore allemande.

En 1914 les Français avaient immédiatement reproché aux Allemands les internements de force d'Alsaciens-Lorrains à tel point que les Lorrains francophiles internés au fort d'Ehrenbreitstein, près de Coblenze, firent après leur libération figure de héros ; ils avaient même fondé une association dont les activités étaient religieusement suivies par les journaux messins. Les Français n'avaient pas non plus manqué de dénoncer les prises d'otages civils réalisées en août 1914 en Meuse, dans le Pays-Haut, dans les Ardennes et dans le Nord. Ces opérations qui s'étaient parfois poursuivies pendant la guerre, étaient autant de preuves de la barbarie allemande. En revanche une chape de plomb (en dehors des journaux allemands de l'époque) avait enveloppé les actes de même nature commis par les Français. Entre le 15 et le 20 août alors que les troupes françaises s'étaient avancées dans le Saulnois et le sud-ouest de l'Alsace, plusieurs centaines d'otages (dont 173 Lorrains des cantons de Réchicourt, Lorquin et Sarrebourg) furent arrêtés sur ordre et trainés dans le Centre de la France dans des camps d'internement ouverts à la hâte.

François Laurent, après avoir subi cette redoutable épreuve, fut successivement interné six mois au camp d'Issoire, deux ans au dépôt de Saint-Rémy de Provence, un ancien asile d'aliénés, puis au Grand Séminaire de Viviers ; à la lecture de son journal apparaissent les noms de beaucoup d'autres établissements de détention comme Ajain, Aurec, Collioure, Luçon, L'Île Longue etc. Avec une précision, un sens de l'observation presque ethnographique, François Laurent s'est penché sur ses camarades d'infortune et sur la façon dont ils ont été traités par les autorités françaises. Il faut souligner l'arbitraire de ces arrestations puis l'improvisation du voyage qui avait conduit les prisonniers au cœur de l'Auvergne ; rien n'avait été prévu ni pour la nourriture ni pour l'hébergement ; ils couchèrent sur la paille, dans des prisons et dans les

gares des Français insultaient les espions boches. En septembre 1914 on vivait dans un climat étrange : l'information sur les événements de la guerre circulait très mal ce qui laissait la place aux rumeurs les plus folles et une atmosphère de désordre et d'improvisation rappelait ce qui s'était passé en 1870. Les otages avaient été arrachés à leur famille un peu par hasard ; ils n'avaient ni jamais su qui avait donné les ordres ni pourquoi ils avaient été choisis. Ils se retrouvèrent dans les camps avec une autre catégorie d'internés, les Allemands habitant ou passant en France qui avaient été arrêtés aussi les premiers jours de la guerre. Ces camps étaient des locaux de fortune : vieilles casernes, vieux forts, bâtiments réquisitionnés ou confisqués à l'église au moment de la séparation ; en aucun cas ils n'étaient adaptés à une détention de longue durée. Le personnel de surveillance et de contrôle était hétérogène, presque toujours sans compétence, appliquant des textes rédigés à Paris et inapplicables. Camille Maire s'est intéressé à la sociologie de ces internés : on avait râflé des notables et des maires ruraux, des fonctionnaires, des instituteurs, des garde-forestiers, des commerçants, mais aussi des gens du peuple. Le maire du Bonhomme, prisonnier des Allemands en 1870, se retrouva otage des Français en 1914 ! La plupart de ces otages étaient des hommes mais on rencontrait aussi quelques femmes dont certaines avec des jeunes enfants et même quelques familles. Les autorités des camps classèrent les détenus par catégories : les plus favorisés, titulaires de la carte tricolore, bénéficièrent d'une grande liberté ; ceux qui reçurent la carte blanche, comme Laurent, fonctionnaire allemand, purent néanmoins sortir et même loger en ville. Enfin les Allemands avec la carte O (otages) étaient très strictement surveillés. Si les internés les plus âgés furent rapatriés assez vite, la plupart des autres durent attendre plusieurs années avant d'être rapatriés par la Suisse ; les plus malchanceux restèrent en camp toute la guerre.

Le journal fourmille d'informations sur la vie de tous les jours dans les camps : le logement, les repas, les sorties, les relations avec l'administration du camp, les occupations diverses, les fêtes etc. Le courrier avec la famille qui passait par la Suisse et mettait plusieurs semaines à parvenir à ses destinataires, était une préoccupation lancinante des internés car autant que les liens affectifs, c'était la famille qui envoyait de l'argent et les colis qui permettaient aux internés de survivre. Sauf quelques moments de raidissement, le régime des camps n'était pas sévère ; les détenus pouvaient sortir et nouer des contacts avec les habitants mais la privation de liberté, l'inaction et l'inconfort, l'incertitude du lendemain pesaient sur leur moral et leur comportement. A l'égard de la France qui les maintenait en détention, les internés eurent des attitudes diverses et ambiguës. Quelques-uns s'engagèrent dans la Légion étrangère mais la plupart furent rebelles aux tentatives de séduction, se confinant dans une prudente expectative. Beaucoup ignoraient le français et parlaient entre eux en allemand ou en alsacien. Ils chantaient en allemand dans les cafés ce qui ne manqua pas de provoquer des incidents ; quelques-uns allèrent jusqu'à exprimer ouvertement des attitudes germanophiles et choisirent en 1918 de rester Allemands.

Au fil des pages se dessine le portrait de François Laurent, un homme simple tenace, réaliste d'une profonde humanité, un chrétien qui avait le respect des autres, le sens de la solidarité et du pardon des mauvais traitements. Son parcours individuel est significatif de celui d'une génération. Ce Lorrain de Thionville, né dans une famille francophone, avait été formé par l'école allemande et était devenu bilingue. Il était resté Français de cœur, mais au lieu

d'émigrer en France il avait engagé une carrière dans l'administration de l'Alsace-Lorraine ; cette carrière s'était déroulée normalement puisqu'il était nommé greffier en chef en mars 1914. Ce fut la guerre qui mit brutalement fin à son existence paisible et rangée de fonctionnaire ; il vit une expérience terrible qui en aurait brisé beaucoup ; malgré une détention qui aurait pu le faire douter de la France, il était resté de sentiment français (dans son journal on lit cette phrase révélatrice « pardonner, ne pas oublier ») et hissa un drapeau français à sa fenêtre lors de l'arrivée des troupes françaises à Hayange. Après 1918, il fut réintégré dans ses fonctions de greffier et acheva sa carrière à Metz alors que plusieurs de ses amis de déportation choisirent de s'établir en Allemagne.

Au-delà d'un destin individuel, ce sont des aspects peu connus de la Grande Guerre que l'on découvre ici et, en premier lieu, cette catégorie volontairement ignorée des victimes de la guerre : les Alsaciens-Lorrains pris en otages par la France. Le témoignage de François Laurent nous informe sur la genèse et l'évolution du système concentrationnaire ainsi que sur les modalités de son fonctionnement, thème sur lequel un livre récent de Jean-Claude Farcy apporte de nombreux éléments et analyses. A cet égard les Allemands ont été confrontés au même problème et l'ont résolu de la même manière. Une comparaison avec les otages français et belges parqués dans le camp d'Holzminden aurait été intéressante. Ce journal éclaire aussi sur la perception des Alsaciens-Lorrains par les Français de l'Intérieur qui les regardaient avec méfiance et n'hésitaient pas à les traiter parfois de « Boches » en raison de leur ignorance de la langue française. Ces préjugés étaient si profondément incrustés dans les mentalités que durant la Seconde Guerre Mondiale ils se reproduisirent sur une très vaste échelle au grand dam des réfugiés et des expulsés. Enfin ce journal ouvre des perspectives sur la fonction de la Suisse, pays refuge et plaque tournante, pays par lequel passait le courrier et le contact avec les familles, pays des échanges, de l'espionnage et de la diffusion des rumeurs, pays de l'espoir car il était le maillon indispensable d'une libération tant attendue.

Le journal de François Laurent était un document exceptionnel qu'il fallait publier. Félicitons Camille Maire pour ses talents de découvreur, pour sa longue introduction et les précieuses notes qui accompagnent le texte, pour sa tenacité à trouver un éditeur, pour la maîtrise et le tact avec lesquels il a rompu le silence sur un sujet délicat. (François Roth)

Pays voisins

Les années trente, base de l'évolution économique, politique et sociale du Luxembourg d'après guerre ? Actes du colloque de l'ALEH du 27-28 octobre 1995, Luxembourg, éd. Saint-Paul, 1996, 160 p. ill. (Beiheft zu Hemecht)

L'association luxembourgeoise des enseignants d'histoire (ALEH), a organisé en 1995 un colloque sur la période des années trente et de l'après guerre, pour tenter, selon l'expression de son président Michel Polfer « de mieux saisir et juger à l'avenir les phénomènes de continuité mais aussi de rupture, qui caractérisent l'évolution politique, économique sociale et culturelle de notre pays pendant les années si fondamentales pour la compréhension du Grand-Duché actuel ».

Les différentes contributions s'attachent donc à aborder toutes questions et d'abord les questions politiques. Lucien Blau qui traite de « l'extrême droite

luxembourgeoise dans l'entre-deux-guerres » rappelle qu'en dépit de l'image de gens ouverts, modérés et tolérants que les Luxembourgeois aiment à donner d'eux-mêmes, le Grand-Duché a bien connu pendant cette période, tout un courant d'extrême droite fortement influencé par les idéologies venues de l'étranger.

Paul Dostert, qui évoque « la Résistance luxembourgeoise pendant la seconde guerre mondiale et la reprise politique de 1944-45 », souligne de la même façon que cette résistance présente les caractères généraux de l'ensemble des mouvements de résistance dans les autres pays. Elle s'en distingue néanmoins par la quasi absence d'opérations militaires. Avant tout « civile et pacifique », elle contribue à forger une forme de solidarité nationale qui survit difficilement à la période de guerre, ce qui complique la tâche du gouvernement revenu d'exil.

On le sait, la Grande Duchesse Charlotte et le gouvernement luxembourgeois avaient choisi de quitter le pays dès l'invasion des troupes allemandes. Thierry Grosbois montre les conséquences de ce choix en étudiant « la politique étrangère du Grand-Duché de Luxembourg, entre 1940 à 1944, dans son contexte international ». Selon lui, l'appui du gouvernement belge qui assure pendant cette période l'existence matérielle du gouvernement luxembourgeois, initie en quelque sorte le mouvement d'alliances d'après guerre, au moment où le débat sur l'avenir des petites nations dans le cadre d'un remodelage de l'Europe, provoque un rapprochement néerland-belgo-luxembourgeois (Bénélux).

Monique Kieffer explique d'ailleurs, mais en partant d'un autre point de vue, comment s'était opérée, au cours de la période de l'entre-deux-guerres, la réorientation économique du Grand-Duché. Le départ des capitaux allemands dans les années vingt avait en effet nécessité l'ouverture à de nouveaux investisseurs. En traitant plus spécialement du cas de l'ARBED : « la reprise du potentiel industriel de la société Gelsenkirchen et la constitution du groupe ARBED. Terres rouges (1919-1926) », l'historienne luxembourgeoise montre comment cette nouvelle donne a finalement bénéficié à l'ARBED alors que son alliance avec des groupes aussi puissants que Schneider et de Wendel auraient pu faire craindre le contraire.

Dans le domaine culturel, le Grand-Duché échappe plus difficilement, surtout à la fin des années trente, aux pressions de son voisin allemand. Paul Lesch, à propos de « la censure cinématographique au cours des années trente » explique pourquoi, au moment où la menace de guerre pèse sur l'Europe, le Luxembourg contraint de préserver sa neutralité envisage de donner des gages à un régime qui lui demande de censurer des films qu'il juge contraire à ses intérêts.

En comparaison, l'article de Guido Müller qui s'appuie sur les échanges épistolaires d'un couple de la haute Société internationale, Andrée Mayrisch et Pierre Viénot, donne peut-être une image euphémique de cette Allemagne de l'entre-deux-guerres.

Denis Scuto, qui évoque le mouvement ouvrier luxembourgeois et plus spécialement « l'évolution du monde syndical luxembourgeois de l'entre-deux-guerres », insiste d'ailleurs sur le fait que « le modèle luxembourgeois » né à cette époque est bien le fruit d'une stratégie spécifique qui combine volonté de négociation et démonstration de force.

Ces points de vue croisés donnent finalement une vision nuancée de la période et ce n'est pas le moins du mérite de cet ouvrage d'apporter des éléments nouveaux pour une histoire du Luxembourg qui mériterait d'être mieux connue. (Françoise Birck)

LES PERIODIQUES

Académie nationale de Metz, 1997 (1998). - G. MICHAUX, *Bibliothèques messines du XVIII^e siècle*, p. 9-27. - J. FAVIER, *Une bibliothèque en l'an deux mille*, p. 29-38. - Ch. HIEGEL, *Rapport sur les activités de l'Académie pendant l'exercice 1996-1997*, p. 39-44. - Ch. HIEGEL et D. METZGER, *Rapports sur les prix*, p. 45-56. - Dr B. HAMEL, *L'Académie « aux champs » (Hauts de Meuse)*, p. 57-59. - N. DICOP, *M. Le chanoine Antoine Sutter (1921-1997)*, p. 61-63. - J. SCHNEIDER, *Hommage à Robert Folz (1910-1996)*, p. 65-75. - D. METZGER, *De Verdun à Verdun ou sur les pas (littéraires) d'Ernst Jünger en Lorraine*, p. 77-91 : l'écrivain allemand fit plusieurs séjours en Lorraine en 1913, 1915, 1940 et y revint encore en 1979. - F. BELIN, *Le cahier du siège de Metz du lycéen Arthur Poline*, p. 93-105 : élève du lycée impérial de Metz en 1870. - J.-L. JOLIN, *L'architecture est-elle encore un art ?* p. 107-118. - H. WILMIN, *Le Jacobin Charles Schroeder et la famille Deux-Ponts - Forbach*, p. 119-135. - G. ROSE, *Henry Desmarest, Lorrain par amour*, p. 137-145 : compositeur de la cour de Louis XIV réfugié à la cour du duc de Lorraine au début du XVIII^e siècle. - F. ROTH, *Auguste Prost (1817-1896), académicien et antiquaire français*, p. 147-157, a laissé une œuvre historique considérable. - Dr M.-B. DILIGENT, *Histoire contemporaine de la psychiatrie en Moselle : du patrimoine hospitalier aux conditions de vie et de traitement du malade mental*, p. 159-195. - Général P. DENIS, *Spiritualités « indochinoises »*, p. 197-201. - A. MICHEL et J.-M. ROUILLARD, *De l'Académie nationale de Metz à Dachau : Félix Peupion (1882-1945)*, p. 203-218. - L. HENRION, *Des Henrion en Allemagne*, p. 219-227. - R.P.Y. LEDURE, *Nietzsche et la pensée de la mort*, p. 229-237. - R. GROSSMANN, *Une femme inspirée, Hildegarde de Bingen (1098-1179)*, p. 239-261.

Les Cahiers naboriens, n° 12 (juin 1998). - B. HAMON, *Premiers essais de métallurgie expérimentale à partir de minerais de cuivre carbonatés provenant du gisement cuprifère de Longeville-lès-Saint-Avold (Moselle)*, p. 7-18 : expérimentation archéologique réalisée en 1996 à l'Archéodrome de Beaune. - D. DEUTSCH, *La guerre de Trente Ans au Pays de Forbach (1618-1648)*, p. 19-41 : en particulier les incidences de la guerre sur la démographie (exemple de Spicheren). - W. SCHWERDNFEGGER, *Un témoignage concernant Saint-Avold au début du XX^e siècle*, p. 42-45. - L. GRILL, *L'histoire de l'impossible rattachement de la cité Jeanne d'Arc et du puits VI à la commune de L'Hôpital*, p. 47-76 : demande en 1945-1946 de rattachement de la cité Jeanne d'Arc et du puits VI situés sur le ban de Saint-Avold à la commune de L'Hôpital. - A. ROUGE, *Les églises Saint-Maurice de Freyming*, p. 77-110. - H.-HOCQUET, *Bilan des dossiers de l'option mosellane (avril 1998)*, p. 111-113 : l'option « Langues et culture régionales des pays mosellans » au baccalauréat.

Cahiers des Pays de la Nied, n° 28 (décembre 1997). - P. BAJETTI, *Il était une fois : la S.A.L.E.C. (Société Alsacienne et Lorraine d'Électricité)*, p. 1-5. - A. MORHAIN, avec le concours de P. Bajetti, G. Flauss et M. Heintz, *Le point de l'histoire de... Anzeling*, p. 6-24 : - J.M. BENOIT, *La bibliothèque du curé de Falck-Guerting en 1754*, p. 25-28 : d'après l'inventaire après décès de

Jean-Pierre Sigler, curé de Falck et de Guerting, décédé le 20 avril 1754. - J.L. KIEFFER, *Les présences mythologiques dans la toponymie locale : essai d'explication à partir de quelques exemples*, p. 30-33. - A. MORHAIN, *Les chevaliers teutoniques : histoire et présence dans les Pays de la Nied et à Metz*, p. 34-42. - P. BAJETTI, *Notice sur la famille des Croonders*, p. 45-47. - Le même, *Notice sur la famille de Gouschoen dit Goujon*, p. 48-53.

Cahiers Elie Fleur, n° 16 (1997-1998). - Ph. H. (Hoch), *Le marché du livre ancien, rare et précieux*, p. 3-13. - M. TEMPIERI, *L'évangélaire de la reine Theutberge : un joyau de l'époque carolingienne vendu à Londres*, p. 15-29 : peut-être réalisé dans un *scriptorium* messin dans le second quart du IX^e siècle. Le manuscrit appartient à partir du XII^e siècle à l'abbaye bénédictine de Poussay (Vosges). - J.-Cl. HERBIN, *Un fragment inédit du Dolopathos en vers*, p. 31-43 : fragment de parchemin de la collection du baron de Salis aux Archives municipales de Metz. - F. CUISINIER, *Deux émigrés lorrains au pays de Kant* (première partie), p. 45-73 : Jean-Pierre-Frédéric Ancillon, (1767-1837), descendant de huguenots messins, et Charles de Villers (1765-1815), originaire de Boulay, et leurs conceptions de la philosophie et de la politique.

Les Cahiers du Billeron. Bulletin du club marangeois d'histoire locale, 1^{er} semestre 1998. - G. POLLINO, *La vallée du Billeron et la première guerre mondiale* ; p. 3-21 : une bonne évocation. - D. GEOFFROY, *Vos ancêtres à Marange, Bronvaux, Silvange et ailleurs. Comment effectuer de fructueuses recherches généalogiques*, p. 22-27. - S. DARDARD, *Les portes piétonnes*, p. 28-30. - R. MOGE, *La vie des Marangeois à la fin du XVII^e siècle*, p. 31-32.

Le Pays d'Albe, n° 29, 1998. Ce numéro est consacré essentiellement au récit de souvenirs d'un combattant de la Grande Guerre sur les champs de batailles de Champagne, d'Argonne, de la Meuse et de la Somme, le soldat français Louis-Emile Serpe et à la chronique des années de guerre à Rodalbe tenue de 1914 à 1918 par l'abbé Jean-Pierre Schowing, curé de Rodalbe de 1905 à 1919.

Annales de l'Est, 1998 n° 1. - D. BRUNN et P. PEJEOT, *Approche de l'histoire économique lorraine*, p. 5-17. - H. SCHNEIDER, *Aspects de la gestion des finances du duché de Lorraine à la fin du Moyen Age*, p. 19-50 : alors que les registres des comptes antérieurs à 1480 conservés pour la Lorraine sont peu nombreux, on assiste sous le règne du duc René II à une augmentation massive des archives comptables (il subsiste près de 300 registres de comptes contre moins de 20 auparavant). Le développement des archives comptables du duché nécessita l'aménagement de nouveaux locaux adaptés à leur usage. On assiste également sous le règne de René II à un renforcement du personnel financier. - P. FLAUS, *Saint-Avold, carrefour économique (fin XIV^e-XVI^e siècle)*, p. 51-72 : étude sur les foires (cinq par an), l'encadrement du commerce (les corporations, les péages) et les produits des échanges commerciaux. - J. MOINE, *L'adoption du procédé Thomas par la sidérurgie lorraine. Sources nouvelles et conclusions définitives (?)*, p. 73-102.

Le Pays lorrain, 1998 n° 3. - E. NECKER, *Le château de Malbrouck à Manderen*, p. 155-160. - J. HENNEQUIN, *L'Université de Metz*, p. 185-190.

La Revue lorraine populaire n° 141 (avril 1998). - G. GINION, *A la découverte des Musées lorrains (suite) : le Musée de la Tour aux puces de Thionville*,

p. 7-9. - G. ZIEGLER, *La chapelle de Mussy-l'Evêque*, p. 34-36 : à Charleville-sous-Bois.

Idem, n° 144 (octobre 1998). - A. HAUCK, *Les vases celtes de Basse-Yutz sont à Londres*, p. 6-11.

Le Pays Haut, 1998 n° 1-2 (n° spécial. Bicentenaire des faïenceries de Longwy), 99 p. - Une quinzaine de contributions réunies par M. Maurice Noël et accompagnées d'une riche illustration.

SOMMAIRE DE LA ZEITSCHRIFT FÜR DIE GESCHICHTE DER SAARGEGEND, 46^E ANNÉE, 1998

revue du *Historischer Verein der Saargegend*
(siège de la société : Landesarchiv, Postfach 102431, 66024 Saarbrücken).

Nécrologies : Dr Jürgen Karbach (W. Laufer), Dr Fritz Jacoby (W. Laufer), Dr Otwin Vinzent (B. Hagenau).

Articles de fond : Christof TREPESCH, *Zum Leben und Werk des Bildhauers Jacques Pierrard de Coraille (um 1670-1724/25)*. - Uwe Eduard SCHMIDT, *Der Holländerholzhandel auf der Saar - Ein Beitrag zur Wirtschafts-, Sozial-, Umwelt- und Forstgeschichte*. - Bernhard HAUPERT und Franz Josef SCHÄFER, *Saarländischer katholischer Klerus zwischen Anpassung und Widerstand 1933-1935. Studie zum politischen Verständnis und Handeln des katholischen Klerus*. - Wolfgang MÜLLER, *Prof. Dr. Gottfried Koller : Aus den Tagebüchern 1945-1959*. - Herbert ELZER, *Adenauers « großes Spiel » : Staatsraison und Parteikalkül bei der Durchsetzung des deutsch-französischen Saarabkommens vom 23.10.1954 gegen Jakob Kaiser und die CDU/CSU*. - Günter SCHARWATH, *Engerer Wettbewerb zur Erlangung von Entwürfen für eine Saarland-Gedenkmünze zu 5 Deutschen Mark 1958*.

Mélanges : Rudolf FENDLER, *Die Deutschordenskommende Saarbrücken und der Wiederaufbau der Kirche in Kübelberg*. - Wolfgang Hans STEIN, *Die Tierärzte im Saardepartement. Pariser Nachträge*. - Comptes rendus bibliographiques. - Rapports sur le prix d'histoire et sur l'activité du *Historischer Verein für die Saargegend* en 1997-1998.